



AVOCATS POUR
LA DÉFENSE
DES DROITS
DES ÉTRANGERS

gisti, groupe
d'information et
de soutien des
immigré·e·s



Naufrages dans la Manche : de l'indécence à l'horreur

Le drame qui s'est noué le 24 novembre 2021 dans la Manche est le pendant de ce qui se joue tous les jours en Méditerranée. Il était prévisible et donc évitable : la situation qui s'enlise depuis des années dans le nord de la France est la conséquence des politiques d'asile nationale et européenne.

Face à ce drame, la réaction des autorités navre, mais ne surprend pas.

- L'indécence d'abord, lorsque les responsables politiques imputent aux seuls "passeurs" la responsabilité de ce drame collectif, en faisant abstraction de l'ensemble des autres causes et singulièrement de la politique de non-accueil qui offre maintenant prise à un chantage migratoire devenu outil de pression diplomatique dans toute l'Europe.

- Le déni, ensuite, quand le ministre de la justice assène impunément la post-vérité officielle sur les plateaux-télévisés : "*Vous vous rendez compte de ce que l'on suggère ? Que l'on pourrait comme ça impunément lacérer des tentes, qu'on l'encouragerait et qu'on ne distribuerait pas des vivres à ces migrants ?*", en se gardant bien de s'interroger sur les raisons pour lesquelles des exilé·e·s continuent de transiter par Calais depuis plus de vingt ans en dépit du harcèlement violent qu'ils y subissent.

- L'hypocrisie, quand après avoir constaté que les lacérations de tentes étaient documentées et qu'il n'était plus possible de continuer à mentir devant l'évidence, le ministre de l'intérieur rétropédale et renvoie la responsabilité ... sur les co-contractants de l'Etat qui auraient pris l'initiative, d'eux-même, de décider la destruction de ces tentes.

- L'horreur, enfin, quand le ministre de l'intérieur affirme que "*les migrants utilisaient des bébés et menaçaient de les jeter dans une eau à quelques degrés sur un moteur (sic) si [les policiers] venaient les interpeller*" ou que les premiers témoignages de rescapés du naufrage du 24 novembre dénoncent l'inaction des secours français et britanniques.

Il faut le marteler : le harcèlement policier et administratif, les démantèlements quotidiens, systématiques et violents de tous les campements sont inadmissibles. L'État doit en finir avec sa politique de déni : en cherchant à invisibiliser ou à faire fuir les personnes étrangères, il n'aboutit qu'à les mettre toujours plus en danger. Il doit cesser d'attenter à la dignité de ces femmes et ces hommes qui ont fui le danger dans leur pays et qui vivent désormais dans l'angoisse de perdre le peu qui leur reste.

Il faut le réaffirmer : la solution à l'hécatombe migratoire ne passe pas par l'envoi d'un avion de Frontex, cette agence européenne soupçonnée d'être complice de violations des droits humains en Grèce ; ni par la seule dénonciation des accords du Touquet, qui délocalisent les frontières britanniques sur le sol français ; elle ne passe pas par l'intensification de la lutte contre le « trafic migratoire », dont les réseaux ne prospèrent que grâce au durcissement des contrôles aux frontières.

Il faut le dénoncer : la rhétorique mensongère des pouvoirs publics français et européens ne peut tenir lieu de politique. En invoquant la faute des autres tout en poussant les exilé·e·s à prendre toujours plus de risques au péril de leur vie, ils sont les premiers responsables des drames qui endeuillent les frontières.

La France doit prendre acte de la présence d'exilé·e·s depuis les années 1990 et leur offrir des conditions de vie dignes. Elle doit reconnaître que, quelles que soient ces conditions de vie, certains d'entre eux voudront se rendre au Royaume-Uni, quoi qu'il en coûte.

L'Union européenne et les Etats membres doivent en finir avec une politique qui, des îles grecques au détroit de Gibraltar, de la Pologne aux côtes de la Manche, enferme, harcèle, bafoue les droits et va jusqu'à tuer, dans un renoncement fatal aux principes qui l'engagent.